

Section I: Identification and JP Status

Expanding access to environmental finance - Reversing the decline in forest ecosystem services

Semester: 1-12

Country	Senegal
Thematic Window	Environment and Climatic Change
MDGF Atlas Project	
Program title	Expanding access to environmental finance - Reversing the decline in forest ecosystem services

Report Number	
Reporting Period	1-12
Programme Duration	
Official Starting Date	

Participating UN Organizations	* FAO * IOM * UNDP * UNEP * UNESCO * UNIDO * WFP
--------------------------------	--------------------------------------------------------------------

Implementing Partners

- * Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)
- * Agence Régionale de Développement (ARD)
- * Centre de Suivi Ecologique (CSE)
- * Conseil Régional (CR)
- * Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC)
- * Direction des Eaux et Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS)
- * Direction des Parcs Nationaux (DPN)
- * Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF)
- * Populations locales

Budget Summary

Total Approved Budget

UNDP	\$1,563,526.00
UNEP	\$1,556,804.00
FAO	\$115,432.00
WFP	\$208,971.00
UNIDO	\$199,020.00
IOM	\$159,216.00
UNESCO	\$197,031.00
Total	\$4,000,000.00

Total Amount of Transferred To Date

UNDP	
UNEP	
FAO	
WFP	
UNIDO	
IOM	
UNESCO	
Total	\$0.00

Total Budget Committed To Date

UNDP	\$1,431,626.00
UNEP	\$1,267,603.00
FAO	\$115,432.00
WFP	\$208,971.00
UNIDO	\$199,020.00
IOM	\$159,216.00
UNESCO	\$197,031.00
Total	\$3,578,899.00

Total Budget Disbursed To Date

UNDP	\$1,535,661.00
UNEP	\$1,164,781.00
FAO	\$115,294.00
WFP	\$208,921.00
UNIDO	\$189,020.00
IOM	\$159,216.00
UNESCO	\$195,114.00
Total	\$3,568,007.00

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided for each programme as per following example:

Please use the same format as in the previous section (budget summary) to report figures (example 50,000.11) for fifty thousand US dollars and eleven cents

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
------	-------	-------	----------	----------	----------

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
Direct beneficiary	10	14	National Institutions	Capacity Building for Climate Adaptation
Direct beneficiary	103	26	Local Institutions	Capacity Building for Climate Adaptation
Direct beneficiary	6,510	3,331	Citizens/Men	Capacity Building for Management of Natural Resources
direct beneficiary	1,302	663	Citizens/Women	Capacity Building for Management of Natural Resources
Direct beneficiary	645	323	Civil Servants/Men	Capacity Building for Management of Natural Resources
Indirect beneficiary	10	15	National Institutions	Capacity Building for Climate Adaptation
Indirect beneficiary	98	28	Local Institutions	Capacity Building for Climate Adaptation
Indirect beneficiary	0	0	Citizens/Men	Capacity Building for Climate Adaptation
Personnes formés	13	13	National Institutions	Training on Management of Natural Resources
Personnes formés	84	84	Local Institutions	Training on Management of Natural Resources

Section II: JP Progress

1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (1000 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

Progrès au niveau des effets :

Effet Projet conjoint n°1: Assurer une meilleure connaissance des Ecosystèmes Forestiers, de leurs services et de leur Valeur Economique Totale (VET).

Des avancées significatives ont été enregistrées au niveau du développement de la méthodologie de mise en œuvre du SGA, de l'établissement de la situation de référence dans le cadre du SGA. Le renforcement de capacités des Agents de l'état et des Collectivités locales, la sensibilisation/information des populations et des élus locaux sur la fiscalité forestière et les services des écosystèmes forestiers ont atteint l'ensemble du territoire national (région, département et Communautés rurales). Les différents sites représentatifs des écosystèmes nationaux ont fait l'objet d'une cartographie multidate et d'enquête de perception en vue de déterminer leurs conditions et tendances les résultats définitifs de cet out put sont atteints et partagé au niveau national. En outre, le PAM a fini de compiler une importante base de données sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire prenant en compte la dimension environnementale. Pour résumer les enseignements tirés du premier effet, on peut noter la fragilité des écosystèmes étudiés et des services qu'ils procurent. Nous notons toutefois, que lorsque des efforts d'aménagement sont effectués, cette tendance à la dégradation est considérablement réduite (cas de la RNC de Darou Khoudoss). En termes de valorisation, les résultats du projet montrent que la vraie valeur des services écosystémiques est presque 100 fois plus élevée que celle exprimée par le marché (cas de la chaîne de valeur de la forêt Mahon-Bakor).

Par rapport à cet effet, le PNUE a établi la valeur micro-économique de certains services écosystémiques (cas d'étude de la DEEC) et la valeur macro—économique d'autres services écosystémiques (cas d'étude de l'ANSD).

L'ensemble de ces résultats seront mis à la disposition des Décideurs en vue de prendre en compte les services rendus par les écosystèmes dans la comptabilité nationale

Effet Projet conjoint n°2 : Mettre en place un modèle participatif de gestion et de valorisation équitable des SEF en vue de l'intégration des VET dans la politique fiscale.

Les travaux préparatifs de la réserve de biosphère menés par l'UNESCO et le partage des modèles de gestion des sites forestiers entre les bénéficiaires réalisés par la FAO constituent une importante ouverture allant dans le sens d'une gestion équitable des ressources naturelles par les populations. Pour cet out put, toute la documentation technique concernant le projet de création de la RB du Ferlo est finalisée. Actuellement, le formulaire de création de réserve de Biosphère est rempli et envoyé CIC/MAB (Paris). La validation de ce formulaire est imminente.

Les inputs permettant de réaliser cet effet sont contractualisés sous forme de MoU entre le PNUE et les structures nationales qui ont les capacités techniques de mettre en œuvre les actions qui leur sont confiées ; il s'agit du CSE, de la DEEC et de l'ANSD).

Effet Projet conjoint n°3: Assurer une gestion réussie des objectifs du projet.

Des avancées significatives ont été enregistrées au niveau de la perception de la population sur les services des écosystèmes forestiers et leur tendance. En ce qui concerne le management du projet, les efforts de coordination menés par l'UCP sont assez significatifs. A travers les efforts de planification, de partage des informations et de consolidation des acquis, l'ensemble des parties prenantes SNU et des structures nationales ont déployés des actions en synergie.

Progress in outcomes

Progrès au niveau des résultats:

-PNUE: Le déroulement des activités contractées avec les structures nationales (CSE, ANSD, DEEC) ont correctement démarré. Notamment l'analyse des conditions et tendances réalisée par le CSE sur près d'une dizaine de sites répartie sur l'ensemble du territoire national. Les enquêtes sur la thématique « forces motrices » viennent d'être bouclées. Toutes les données de base sont sur le point d'être traitées par l'ANSD. Par contre l'élaboration de la démarche sur l'évaluation économique des services des écosystèmes est achevée. Les enquêtes sont lancées et les résultats sont attendus.

Progrès au niveau des résultats (suite) :

-Les activités appuyées par le PAM ont permis (a) d'entreprendre l'enquête globale sur la vulnérabilité (b) de mettre en place le comité technique après l'élaboration de l'approche méthodologique de collectes des informations, le recrutement des agents chargés de la collecte et la réalisation de la cartographie des zones de moyens de subsistance renseignant sur les parties du pays où les populations vivent de essentiellement des ressources forestières. L'étape ultime qui reste pour le PAM, c'est de faire une synthèse des résultats en relation avec les services des écosystèmes forestiers.

-L'ONUDI a identifié sa zone d'intervention et la forêt classée de Mahon Bakor (écosystème forestier sous gestion communautaire) comme site pilote. l'ONUDI a déposé son premier rapport sur la caractérisation de sa zone d'étude. Le produit essentiel attendu est obtenu, à savoir la chaîne de valeur des services rendus par cet écosystème. Globalement ce milieu a une valeur écosystémique évaluée à près de 9,5 milliards de francs CFA/an dont 1,3 milliards de carbone séquestrés par ce massif.

-Les activités appuyées par le PNUD ont conduit à la mise en place et au fonctionnement de l'Unité de coordination, lui permettant ainsi de jouer pleinement son rôle de coordination des activités des autres Agences SNU. sur le plan technique, l'UCP a assuré la série de formation qui lui était confiée. En outre, l'étude sur une dizaine de micro-projets en gestion des services des écosystèmes est réalisée. C'est une option pertinente pour tester les résultats obtenus par le PASEF.

Progress in outputs

Measures taken for the sustainability of the joint programme

Prendre des mesures pour la Durabilité de programme conjoint:

- Nécessité de mieux impliquer les élus locaux, services techniques non forestiers et les OCB ;
- Nécessité d'une meilleure collaboration entre les différents acteurs et une plus grande implication des communautés locales.

Are there difficulties in the implementation?

UN agency Coordination

What are the causes of these difficulties?

Other. Please specify

Autre difficulté. Veuillez préciser:

Coordination entre les agences des NU

Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)

Conception du Programme conjoint

Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing

Au démarrage du projet, il y'avait effectivement des difficultés de coordination des Agences SNU, ajoutées à celles relatives à la conception du projet conjoint (articulation et cohérence entre les différents niveaux d'objectifs) ; pour l'essentiel, celles-ci s'articulent autour de :

- Agence Lead non résidente au Sénégal ;
- Mise en place tardif des répondants du PASEF au niveau des Agences avec comme conséquence un démarrage tardif des activités (Exemple du cas du PNUE, Agence Lead, qui a mis en place son Agent en juillet 2009) ;
- Processus de formulation qui ne met pas le Gouvernement n'est pas au centre de la Coordination et qui pose un problème d'appropriation ;
- La signature du document du projet entre le Gouvernement et les Sept Agences, ce qui n'est pas pour renforcer le sentiment d'appropriation du projet par la partie nationale ;
- de l'existence de modalités d'exécution différentes entre les Agences.
- La mauvaise articulation entre les différents niveaux d'objectifs décelée dans la formulation du projet, probablement due au contexte hâtif dans lequel la conception du projet a eu lieu.

L'organisation d'un séminaire de définition des mécanismes de mise en œuvre, de coordination et de suivi des activités a permis de régler ces problèmes.

A ce moment, la multiplicité des Agences continue de poser quelques difficultés de coordination du projet, ce qui se traduit par la difficulté de mettre en place une synergie pratique entre ces Agences.

Briefly describe the current external difficulties that delay implementation

Les points focaux du PC chargés de la mise en œuvre du PASEF au sein des structures SNU ne le sont pas à temps plein. Ils sont tiraillés entre les activités du PASEF et d'autres exigences professionnelles au sein de leurs agences respectives.

Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties

- L'utilisation de la modalité NEX devra être favorisée avec une option également de « Gestion groupée » pour les futurs projets conjoints ;
- Renforcer le rôle de la partie nationale dans la coordination des partenaires afin de garantir la validité de la démarche de projets conjoints ;
- Favoriser une plus grande collaboration de tous les acteurs impliqués ;
- Favoriser les réunions tournantes d'évaluation et de mise en commun entre les agences du SNU et nationales.

2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

Is the joint programme still in line with the UNDAF?

Yes true

No false

If not, does the joint programme fit the national strategies?

Yes
No

What types of coordination mechanisms

Un Comité de Pilotage OMD/Espagne (CPP) a été mis en place pour piloter les trois projets conjoints dont le PASEF. Le CPP est l'organe principal de supervision du projet et de ses activités. Ce comité co-présidé par le Gouvernement (Ministère de l'Economie et des Finances) et le Coordonnateur Résident comprend les représentants du Ministère en charge de l'Environnement, de la Coopération espagnole, des agences SNU et des autres ministères impliqués, ainsi que des représentants régionaux des sites pilotes choisis. L'Unité Nationale de Coordination du Projet en assure le secrétariat.

Le CPP est appuyé par un Comité Technique composé des points focaux du PASEF au niveau des différentes Agences SNU impliquées dans la mise en œuvre du projet, des représentants des Services étatiques (DEFCCS, DPN, DEEC, CSE, ANSD) et de l'UCP.

Please provide the values for each category of the indicator table below

Indicators	Baseline	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs			Rapport d'avancement du PASEF	
Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	Elaboration des outils pour l'enquête VAM	Enquête VAM finalisée	Rapport d'activités du PAM	Questionnaires Rapports techniques
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	OIM+PNUE	1. Contribution à l'élaboration d'approches d'études portant sur le binôme mobilité humaine et services d'écosystèmes	Rapport d'activités du PNUE	Questionnaires Rapports techniques

Pour les informations additionnelles, nous notons que certains Agences déroulent leur programme dans la continuité des résultats techniques réalisées par d'autres. D'une part, l'évaluation globale réalisée par le PNUE a servi de support pour l'ONUDI, l'OIM et l'UNESCO ; d'autre part, l'évaluation micro économiques des SEF réalisée par la DEEC complète l'évaluation macro-économique mise en œuvre par l'ANSD. En outre, l'approche dévaluation de la VET de Mahon-Bakor entreprise par l'ONUDI vient compléter les enseignements tirés sur la sous-estimation de la vraie valeur des services éco-systémiques.

3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true

Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the government involved?

Policy/decision making

Management: budget

Management: procurement

Management: service provision

Who leads and/or chair the PMC?

Institution dirigeant et/ou président le CGP : Le Directeur des Eaux et Forêts

Number of meetings with PMC chair

Nombre de réunions. 20

Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false

Slightly involved false

Fairly involved true

Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Policy/decision making

Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false

Slightly involved false

Fairly involved true

Fully involved false

In what kind of decisions and activities are the citizens involved?

Policy/decision making

Where is the joint programme management unit seated?

National Government

Current situation

-Au niveau central, la Direction des Eaux et Forêts président toutes les rencontres du PC

-Au niveau régional, les Inspections Régionales des Eaux et Forêts fournissent tous les services de leurs compétences aux agences du SNU

-Au niveau local, les élus locaux collaborent au mieux avec le PASEF (lors des enquêtes de l'OIM, c'est le Sous Préfet qui a présidé le CLD en présence du président du

Conseil Rural); les GPF, ASC, organisations socioprofessionnelles, les chefs de village ont pleinement participé aux enquêtes MARP

4 Communication and Advocacy

Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?

Yes true
No false

Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy

Le projet a mis en place un panel scientifique chargé de la validation des travaux issus des groupes de travail. Ce panel est constitué de membres influents sur le plan politique (Conseiller du Président de la République chargé des questions environnementales, Député, Représentant du Conseil Economique et Social, Elus locaux, etc.).

What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?

Increased awareness on MDG related issues amongst citizens and governments

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice

What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?

Faith-based organizations

Social networks/coalitions

Local citizen groups 7

Private sector

Academic institutions 4

Media groups and journalist 1

Other Communautaires de base - 07

What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?

Focus groups discussions

Household surveys

Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers

Open forum meetings

Capacity building/trainings

Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Produit 2.1 : Un système d'écotaxe qui prend en compte les changements climatiques est développé		Indicateur ODM: Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour	

- Une nouvelle taxe forestière plus appropriée pour une gestion durable des ressources forestières est établie.
- Croissance des recettes des collectivités locales et des revenus des populations rurales.
- Un mécanisme de réinvestissement des taxes forestières est établi.

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
La réforme fiscale forestière conduite selon une démarche participative au profit des populations rurales est finalisée et adoptée par le gouvernement au titre d'un nouveau code forestier		Indicateur PC: Les textes de loi sont révisés en rapport avec la nouvelle écotaxe et le schéma de compensation	

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
------------	---------------	--------------	-------

Des mécanismes de redistribution sont développés et appliqués en vue de réinjecter les revenus fiscaux dans les collectivités locales sous forme d'investissements sociaux, d'équipements en infrastructures environnementales et de financement de moyens d'existence durable

Indicateur du PC:

- Les compétences managériales et d'exploitations des autorités locales, des organisations professionnelles et des communautaires à la base pour le développement de l'entreprenariat dans le domaine de la foresterie sont renforcées pour une bonne adhésion et contribution à la nouvelle réforme fiscale ;
- La chaîne de valeur des produits forestiers ainsi que les niches de commercialisation sont développées ;
- Les MPEs sont structurées et développées pour favoriser des opportunités de créations de revenus et d'emplois
- Des infrastructures locales de gestion des ressources naturelles sont créés.

Target 7.A: Integrate the principles of sustainable development into country policies and programmes and reverse the loss of environmental resources

JP Outcome

Beneficiaries

JP Indicator

Value

Le système d'informations du CSE est élargi pour prendre en compte les valeurs écosystémiques manquantes, de même que les valeurs des services des écosystèmes et les répercussions des changements climatiques sur ces valeurs et permettre une meilleure compréhension des stratégies politiques, économiques et sociales.

Indicateur ODM

- Proportion de zones forestières

- Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité

Indicateur PC:

- Une base de données sur les échanges et une analyse coûts/bénéfices de l'utilisation des services des écosystèmes forestiers est développée en collaboration avec le CSE.

- Un SIG sur les services d'écosystèmes et la caractérisation de leurs fonctions est développé.

- Les pertes de services d'écosystèmes en termes financières ou économiques sont évaluées.

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome

Beneficiaries

Une base de données sur les changements environnementaux et leurs conséquences sur les phénomènes migratoires est établie en vue d'une meilleure compréhension des stratégies politiques, économiques et sociales nécessaires à la gestion des phénomènes migratoires avec des mesures d'accompagnement recommandées pour les situations d'urgence, l'adaptation et la promotion de moyens d'existence durable

JP Indicator

Value

- Les résultats finaux de la recherche sur les migrations et l'environnement sont publiés et partagés avec les partenaires nationaux.

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome

Beneficiaries

JP Indicator

Value

Un système d'informations géographique établi et permettant d'obtenir des informations sur les échanges intra et inter écosystèmes de ces services et sur les coûts d'investissement en ce qui concerne les infrastructures environnementales en vue d'assurer des écosystèmes forestiers stables et productifs.

Indicateur PC:
La contribution des ressources forestières au PIB est mieux connue.

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Les connaissances des communautés locales, des acteurs non gouvernementaux et des acteurs privés, de même que les capacités des organes de gouvernance locale sont améliorées en matière de développement des ressources forestières et de protection de l'environnement		Indicateur PC: <input type="checkbox"/> Meilleure connaissance des services des écosystèmes et leur mode de paiement ; •Les capacités des acteurs non gouvernementaux, des acteurs privés et des élus locaux sont renforcées.	

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Une approche pilote est développée pour la création d'une réserve de biosphère conçue et gérée par les communautés locales		•Meilleure maîtrise de la réforme fiscale forestière	

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

-Meilleure connaissance des problèmes environnementaux dans la zone d'étude
-base de données sur les flux migratoires et leurs conséquences sociales, économiques, environnementales et politiques
-Base pour une intégration de la dimension migration dans la planification nationale des OMD
-la réalisation de profils migratoires associés aux changements climatiques et environnementaux nécessite une implication de compétences pluridisciplinaires, la mise en place de méthodologies innovantes et adaptées et plus de temps et de moyens. D'où la requête de l'OIM en faveur d'un prolongement de sa contribution dans le PASEF jusqu'à la fin des trois années, le renforcement des ressources qui lui sont attribuées et la possibilité d'explorer d'autres sites.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat



Section IV: General Thematic Indicators

1 Environmental and Climate Change policy development and mainstreaming

1.1 Number of sectors or mainstreaming laws, policies or plans supported by the joint programme

1.1.1 On Environmental Management

Policies

National 3
Local

Laws

National
Local

Plans

National
Local

1.1.2 On Climate Change

Policies

National
Local

Laws

National
Local

Plan
National
Local

1.2 Please briefly provide some contextual information on the law, policy or plan and the country/municipality where it is (or will be) implemented

- Processus de refonte du code forestier en cours pour prendre en compte, entre autres mesures, (1) de la réforme sur l'exploitation du charbon de bois qui n'est autorisée que dans des forêts aménagées mesure en cours depuis 2009, (2) les Réserves Naturelles Communautaires (RNC) sous la responsabilité des collectivités locales, (3) conférer un statut approprié de zone protégée avec une stratégie de gestion durable par les populations riveraines aux zones humides à mangrove non érigées en parc ou réserve et qui font l'objet d'une exploitation irrationnelle. Processus qui sera finalisé d'ici fin 2010.
- Processus de refonte du code de la chasse et de la protection de la nature en cours pour la prise en compte, entre autres mesures, dans le réseau des parcs et réserves des cinq nouvelles Aires Maritimes Protégées (AMP) créées au Sénégal et qui sont des zones de fraysère avec une gestion participative des populations
- Projet de loi du littoral sénégalais pour une adaptation aux effets néfastes des changements climatiques sur les terroirs côtiers et les activités des populations du littoral.

1.3 Sector in which the law(s), policy(ies) or plan(s) is/are focused

Nature conservation
Sustainable management of natural resources
Climate change: adaptation

Comments

NB : Il s'agit de mesures de renforcement du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion durable et participative des ressources naturelles (zones de production, de fraysère) et de l'environnement (zone exposée à l'érosion côtière) au profit des générations actuelles et futures

1.4 Number of citizens and/or institutions that the law(s), policy(ies) or plan(s) directly affects

All the public management and legal/institutional arrangements serve to the whole nation. Therefore all the efforts within the Joint Programme on laws, strategies, policies and plans will directly affect the whole population of the Country

Citizens
Total
Urban

Rural

National Public Institutions

Total

Urban X

Rural X

Local Public Institutions

Total

Urban X

Rural X

Private Sector Institutions

Total

Urban X

Rural X

1.5 Government budget allocated to environmental issues before the implementation of the Joint Programme

National Budget

Total Local Budget(s)

Comments

Les montants a alloué par le budget de l'Etat à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement dans le cadre de la LFR (ressources internes seulement : BCI): 8,304 milliards en 2007 et 3,343 milliards en 2008 soit respectivement 1,14% et 0,75% par rapport au budget Etat.

Baisse due au contexte de crise économique mondiale en 2007 et 2008

1.6 % variation in government budget allocated to environmental policies or programmes

National Budget

% Overall

% Triggered by the joint programme

Local Budget

% Overall

% Triggered by the Joint Programme

Comments

Les montants alloués par le budget de l'Etat à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement dans le cadre de la LFR (ressources internes seulement : BCI): 2,690 milliards en 2009 et 3,615 milliards en 2010 soit respectivement 0,98% et 1,11% par rapport au budget Etat.

Remarques :

Légère remontée avec le retour à une situation favorable

Avec le démarrage du PASEF l'Etat alloue annuellement une contre partie qui est de 50 millions pour 2010.

1.7 Government budget allocated to Climate Change before the implementation of the Joint Programme

National budget

Total Local Budget(s)

Comments

Remarques :

Légère remontée avec le retour à une situation favorable

Avec le démarrage du PASEF l'Etat alloue annuellement une contre partie qui est de 50 millions pour 2010.

1.8 % variation in government budget allocated to Climate Change from the beginning of the Joint programme to present time

National Budget

% Overall

% Triggered by the Joint Programme

Local Budget

% Overall

% Triggered by the Joint Programme

Comments

2 Institutional capacities for environmental management developed and civil society participation increased

2.1 Number of km2 of land newly managed by a natural resource plan supported by the Joint Programme

Total of the area managed in Km2

By habitat (Km2)

Tropical forest

Temperature forest

Savannah

Shrub land

Grassland

Wetlands

Rocky areas

Desert

Sea/oceans

Artificial terrestrial

2.2 Number of institutions, civil servants and citizens trained by the JP to take informed decisions on environmental issues (excluding climate change)

Public institutions

Total

Private Sector Institutions

Total

NGO/CBO

Total

Civil Servants

Total

Women

Men

Citizens

Total

Women

Men

2.3 Number of citizens supported by the JP that have organised themselves to effectively participate in natural resource management initiatives

Total

Women

Men

Ethnic groups

2.4 Number of successful environmental service payment mechanisms that have been promoted by the JP

Total

No. of beneficiaries

Sectors of application

Financing source

2.5 Has the JP had an impact on the development of national and local policies or regulations that recognize schemes of Payment for Ecosystem Services as an environmental management tool, How?

3 Climate change adaptation and mitigation and development of institutional capacities

3.1 Number of Km² and type of habitat covered by mechanisms and/or actions to adapt to climate change (implemented with the support of the joint programme)

The geographical unit that can be used for this question is "River Basin" in the context of MDGF 1680 Joint Programme, and the surface area of Seyhan River Basin is 20,600 km²

Tropical Forest

Temperature Forest

Savannah

Shrub land

Grassland

Wetlands

Rocky Areas

Desert

Artificial terrestrial (pastoral land, arable land, etc.)

3.2 Adaptation measures supported by JP that are addressing the following climate change issues

3.3 Based on available data, what kind of improvements on the population's wellbeing have been achieved through JP supported adaptation measures?

3.4 Number of individuals and institutions with improved capacities to adapt to climate change or mitigate it

Public institutions

Total

Private Sector Institutions

Total

Civil Servants

Total

Women

Men

Citizens

Total

Women

Men

3.5 Interventions funded by the JP to improve capacities of individuals and institutions to adapt to Climate Change or mitigate it

3.6 Number of clean development mechanism projects registered to mitigate climate change



CO2 emissions captured through conservation
CO2 emission reduction through the use of renewable energies
CO2 emission reduction through the use of clean technologies